

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets

Auxerre, le 20 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COVED (PAPREC)**

1 rue Eugène Freyssinet  
78280 BOUVIERS

Références : 230383  
Code AIOT : 0024900044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2022 dans l'établissement COVED (PAPREC) implanté lieu dit La Tournelle 89340 Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Avant tout dépôt de déchets, l'inspection des installations classées procède à une visite du site d'enfouissement afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. La présente visite a donc été programmée à cette fin. Elle concerne le casier D2-5 2 de l'installation de stockage de déchets de Champigny.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COVED (PAPREC)
- lieu dit La Tournelle 89340 Champigny
- Code AIOT : 0024900044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation contrôlée est le casier D-5 2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Champigny exploitée par la société COVED.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- ouverture casier D2-5

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
2	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.	/	Sans objet
3	Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabil...	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.	/	Sans objet
6	Risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le casier de stockage n°D2-5 de CHAMPIGNY est conforme à la réglementation applicable. Il sera complètement prêt à accueillir des déchets non dangereux lorsque les moyens de détection incendie seront déplacés du casier n°D2-4.

L'ouverture du casier D2-5 reste ainsi soumise à la justification de la mise en place du système de détection incendie par l'exploitant sur ledit casier.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, barrière passive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite "barrière de sécurité passive" constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur. La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond. L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p><b>Constats :</b> Le casier D2-4 est exploité en réhausse de casiers existants disposant d'une barrière de sécurité passive.</p> <p>L'exploitant a mis en place une couche de forme de matériaux terreux d'épaisseur supérieure à 50 cm au toit des déchets de la subdivision sous-jacente. Une digue de fermeture en matériaux terreux d'un mètre de largeur sur deux mètres de hauteur est présente pour rendre la subdivision hydrauliquement indépendante.</p> <p>Au préalable à la pose des géomembranes, des géosynthétiques bentonitique et antipoinçonnant ont été mis en place respectivement au niveau des talus périphériques (BENTOFIX NSP 6600 a NAUE) et du fond de casier et de la diguette (TECNOGEO F22 300g/m<sup>2</sup> Asqual PAVITEX). Les contrôles ont été réalisés les 12, 16, 17, 19/05 et 07/06/2022. Le compte rendu des contrôles réalisés est joint en annexes 29 à 45 (référéncé 21/NRE6.L.5038-D).</p> <p>Un plan de récolement de la pose du GSB est fourni au dossier (annexe 82 et 83).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, barrière active
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active". Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine. Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.
<b>Constats :</b> La géomembrane mise en oeuvre sur les digues de fermeture et talus périphériques est une PEHD 20/10 Noir Asqual ATARFIL. En fond de casier, la géomembrane mise en oeuvre est une PEHD 15/10 Noir Asqual ATARFIL. Les contrôles ont été réalisés les 16, 17, 19/05 et 07/06/2022 par la société GINGER. Les géomembranes mises en oeuvre, de type PEHD 1.5mm et 2.0mm, sont correctement soudées et ne présentent aucune détérioration (ni perforation, ni déchirure), ainsi que les raccords existant. Les recouvrements sont satisfaisants et les points triples ne présentent aucune anomalie. Les raccords aux puits biogaz ont été correctement réalisés et contrôlés à la pointe sèche. Le compte rendu des contrôles réalisés est joint en annexes 29 à 45 (référéncé21/NRE6.L.5039-D).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Exigences relatives à l'étanchéité, au drainage et à la stabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, barrière active
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à $1.10^{-4}$ m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> Un géotextile de protection (1 couche TECHNOGEO F55 800g/m <sup>2</sup> Asqual PAVITEX) a été mis en oeuvre au-dessus de la géomembrane PEHD 20/10 ATARFIL au niveau de la diguette de fermeture et des talus périphériques. Un géocomposite de drainage et de protection (AFITEX DRAINTUBE 400 FT1 D20) a été mis en oeuvre au niveau du fond de la subdivision. Le géocomposite de drainage fait l'objet d'une note d'équivalence conforme à l'article 3 de l'APC N°PREF-DCPP-SE-2016-0328 du 02/08/2016. Un plan de récolement présentant les drains PEHD 200 mm dirigés vers un puits de récupération des lixiviats en point bas est fourni. Un relevé topographique est également fourni. Les contrôles ont été réalisés les 19/05 et 07/06/2022. Le compte rendu de ces contrôles est joint en annexes N°46 à N°50 . Le contrôleur extérieur GINGER indique que les soudures par extrusion, points singuliers et points triples de la géomembrane au niveau du point bas ont été contrôlés à la pointe sèche et que ceux-ci n'ont révélé aucune anomalie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Risques accidentels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2011, article 7.4.10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Départ de feu sur casier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un réseau de caméra à détection infrarouge qui surveille l'intégralité de l'alvéole en cours d'exploitation, la zone de déchets ouverte étant balayée par au moins 2 capteurs. Ce réseau de caméra est relié à une alarme dans le bâtiment administratif et à un appel 24 h / 24 vers le responsable d'exploitation ou un cadre d'astreinte.
<b>Constats :</b> Le réseau de caméra à détection infrarouge est en place sur la casier en cours d'exploitation (D2-4). L'exploitant a précisé que ce réseau sera déplacé lors de l'ouverture du casier D2-5. L'exploitant devra apporter la justification de la mise en place de la détection incendie avant l'ouverture du casier D2-5.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet